

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

Réf : 012/OLUCOME/07/2020.

Bujumbura, le 20 / 07 / 2020

A Son Excellence Monsieur le
Président de la République du
Burundi avec les assurances de notre
plus haute considération.

A Bujumbura.

Objet : Demande de rouvrir les bureaux de
change au Burundi et les maisons
de transfert.

Excellence Monsieur le Président de la République,

Nous avons un grand honneur de nous adresser auprès de votre plus haute autorité pour vous demander de rouvrir les bureaux de change au Burundi et les maisons de transfert.

En effet, Excellence Monsieur le Président de la République, le Gouvernement du Burundi à travers la Banque de la République du Burundi (BRB) a pris la décision de retirer l'agrément donné aux bureaux de change et cette décision a pris effet le 15 février 2020. L'Observatoire de Lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME) a été étonné de constater que cette décision punissait tous les échangeurs d'une manière collective alors qu'elle devrait punir uniquement les transgresseurs de la loi.

Excellence, l'Observatoire vous remercie d'avoir mis en avant le développement de l'économie burundaise dans vos priorités. Cette décision de la Banque de la République du Burundi a eu des répercussions négatives sur la vie des échangeurs, de leurs familles et du pays. Les impôts et taxes qu'ils payaient au trésor public n'y sont plus. Les touristes en faisant le choix des pays à visiter ignorent le nôtre suite à cette décision car ils n'ont pas de temps à se présenter dans les banques. Plus grave encore, cette mesure de la BRB fait engendrer la fraude dans ce métier d'échangeur car certains citoyens faute d'avoir des devises dans les banques se dirigent vers le

lp

marché noir tout en recourant le risque de recevoir des faux billets. Ils vont également dans les pays limitrophes pour échanger leur monnaie ou recevoir leur argent en provenance de l'étranger. Aujourd'hui, les devises sont vendues au Burundi comme des stupéfiants et cela accentue la corruption au pays.

Tout compte fait, Excellence Monsieur le Président de la République, nous vous demandons de rouvrir les bureaux de change au Burundi car il n'existe aucun pays au monde au 21^{ème} siècle dans lequel ces derniers ne fonctionnent pas. Et ces échangeurs doivent appliquer la loi à la lettre conformément à la réglementation en vigueur au Burundi. Nous vous demandons aussi de rouvrir les maisons de transfert pour que les diasporas puissent envoyer des devises au Burundi dans le but de relever son économie.

Espérant une suite favorable à nos demandes, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'expression de notre plus haute considération.

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président



C.P.I à :

- Monsieur le Gouverneur de la Banque de la République du Burundi
A Bujumbura.